



DÉCLARATION LIMINAIRE CHSCT 15 DÉCEMBRE 2020

Madame la Présidente,

Le « Jour d'Après » devait être différent du « Jour d'Avant »...c'est tout au moins ce qu'affirmait le président de la république.

Mais de « confinement » en « déconfinement », puis en « re-confinement » et de nouveau « confinement aménagé » pour finir par un « couvre-feu plus sévère », le temps a passé et rien n'a changé...Loin de s'améliorer, et sans même considérer les effets de la pandémie, la situation ne fait qu'empirer !

Nous aurons eu droit à de grandes déclarations de principe avec effet de manches et aurons été touchés par la petitesse de certaines décisions qui ont impacté tant la vie privée que la vie professionnelle. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient...et si certains se sont laissés bernier, force est de constater que les espoirs ont vite été déçus !

Nos responsables politiques et administratifs, à l'abri derrière leurs écrans et pupitres ne vivent certainement pas les réalités du terrain...il est certainement plus confortable d'ignorer la réalité du quotidien des agents et de faire comme si nous étions dans des mondes parallèles !

Aujourd'hui, l'emploi public est à nouveau sacrifié et la DGFIP supportera, avec 2500 suppressions d'emploi, à elle seule la plus grande partie des suppressions de postes ; de manière paradoxale les plus grosses entreprises profitent des aides publiques conséquentes et sans aucun scrupule usent et abusent de plans sociaux pour détruire les emplois.

Les plans sociaux (dénommés ironiquement " PSE " : Plans de Sauvegarde de l'Emploi) se poursuivent sans forcément de liens avec la crise sanitaire, dans une logique de restructuration capitaliste (IBM, Total, Danone, Bridgestone...). Les conséquences sur les salariés sont indescriptibles, sans parler des conditions de travail, aux relents d'esclavage, imposées par des entreprises telles Amazon !

La mesure phare pour lutter contre la pandémie est le télétravail comme ne cesse de le déclarer le premier ministre, notamment dans ses interventions des 26 novembre et 10 décembre derniers. Il ne suffit pas de l'affirmer, encore faut-il accompagner sa mise en œuvre de mesures concrètes, voire d'un accompagnement social.

L'État lui-même est loin d'être un modèle.

Pour ne citer que la DGFIP, le télétravail ne concerne que 33% des effectifs... sur au moins une journée... Quant à l'accompagnement des personnes dites « vulnérables », un décret trop large n'apporte aucune garantie face à la Covid 19, et laisse place à une interprétation trop accommodante pour l'employeur.

La crise sanitaire engendre de nombreuses conséquences, et notamment implique une surcharge de travail pour toutes les administrations et pour tous les services. Pour la seule DGFIP sont constatées une augmentation des déclarations de successions, une augmentation des assurances-vie à débloquer, une charge supplémentaire liée à la gestion du fonds de solidarité, une hausse des remboursements des contentieux, de la TVA, contentieux TH et TF, état d'urgence proclamé...

Face à cette surcharge de travail, les agents sont au bord de l'explosion, leur travail n'étant certainement pas facilité par les trop nombreux bugs informatiques (notamment le bug de e-contact). Les agents subissent une dégradation accrue et aggravée de leurs conditions de travail. Si on revient à la situation chaotique du CC de Lille Cité, pire qu'une explosion les agents subissent une véritable implosion de leur mission avec des répercussions sur leurs conditions quotidiennes de vie au travail, sans négliger les impacts sur la sphère privée.

Madame la présidente, Solidaires Finances, vous alerte, à nouveau et de manière officielle sur la situation des agents de nos différents ministères ! Burn-out, sentiment d'abandon, risques psychosociaux se développent et justifient les nombreux droits d'alerte effectués par les représentants des personnels.

Il est maintenant avéré que la crise sanitaire par son importance (57 911 morts et plus de 11 533 nouveaux cas confirmés en 24H) est loin d'être terminée et génère à elle seule stress et anxiété. Pour autant, la crise sanitaire ne peut à elle seule expliquer l'augmentation des situations de mal-être et l'inflation des risques psycho-sociaux.

Madame la présidente, ce serait une erreur de le penser. Malgré les demandes répétées des organisations syndicales, l'Etat poursuit ses réformes à marche forcée.

En effet, la loi de transformation de la fonction publique poursuit inexorablement son seul but qui est de détruire les principes fondateurs de la Fonction Publique, de détruire les emplois, les missions et les agents. Solidaires Finances le rappelle à nouveau : le syndrome Orange ne nous guette plus ; il est là !

A la DRFIP, la mise en place du NRP se fait dans la précipitation, la douleur. La DRFIP 59, elle-même, semble totalement dépassée : gérer la fermeture de trésoreries, la création de 3 SGC, la création des SDIF, d'un SDEX, le transfert du recouvrement dans les SIP... tout en assurant la gestion de la crise !

« Le calendrier est lancé » s'exclame la DRFIP 59. « Tout va bien dans le meilleur des mondes », ce sont les seules réponses apportées !

Cependant, toutes les visites de site effectuées par les représentants des personnels démontrent l'impréparation, le manque d'anticipation, le stress engendré sur les collègues, l'angoisse, l'incertitude, la perte de repères... Tout ça pourquoi ? Selon la version officielle : « un service public de proximité ». Comment peut-on encore croire à tant d'hypocrisie ?! Les risques psychosociaux sont bien présents et la DRFIP 59 n'apporte aucune solution concrète et immédiate à la souffrance de ses agents.

Au mépris des règles sanitaires, la DRFIP poursuit ses restructurations et n'hésite pas à créer, notamment à Tourcoing, un plateau et open-space de 25 agents.

La prudence sanitaire devait nécessairement conduire à l'ajournement d'un tel projet.

Mais pire que tout, dans sa réponse au droit d'alerte effectué par les représentants des personnels sur les conséquences graves en termes de risques psycho-sociaux liés à la mise en place du projet NRP sur les sites de Caudry, Le Quesnoy et Tourcoing, la DRFIP espère sans sortir par une pirouette en s'attachant davantage à la forme qu'au fond.

A notre tour de dénoncer le mépris affiché par la DRFIP envers les représentants des personnels, mais surtout envers ses agents ! Si pour répondre aux critiques de la DRFIP, il suffisait de lire l'organigramme des services et l'intégralité des postes, nous le ferions sans aucun doute... nous pouvons tout aussi bien reprendre tous les termes de notre droit d'alerte et épilucher le dictionnaire des synonymes... nos droits d'alerte seraient-ils pris au sérieux ? Rien ne nous permet de l'affirmer. Une chose est sûre : notre droit d'alerte est pris à la légère. Il vous appartient madame la présidente d'exiger sérieux et respect dans cette instance !

Pour Solidaires Finances, il ne fait aucun doute que la DRFIP ne répond en rien aux risques psycho-sociaux décrits dans le droit d'alerte et se contente de décrire froidement un processus de restructuration.

La DRFIP n'apporte aucune réponse concrète et n'affiche aucune réelle volonté de faire cesser les troubles constatés lors des visites de site.

Ainsi, une nouvelle version de la carte du NRP, publiée le 6 juillet 2020, ne laisse donc que quelques mois pour la mise en place du projet. La DRFIP 59 évoque la tenue de réunions d'information en 2019 mais oublie de préciser que les projets n'étaient pas définitifs. Dans ces conditions, il paraît difficile pour les agents de se projeter et d'envisager leur devenir et leur nouvelle affectation.

S'agissant maintenant des réunions effectuées durant l'été 2020, il est établi que tous les sites concernés tels la trésorerie de Le Quesnoy n'en ont pas bénéficié. Pour les autres sites, les agents évoquent une simple réunion RH, effectuée pour certains un jour d'épreuve de concours, et affirment n'avoir eu aucune réponse précise à leurs interrogations.

Enfin, les visites de site, notamment celle de Tourcoing, révèlent que les plans d'installations communiqués aux responsables des services ne correspondent pas aux constatations effectuées sur place, voire sont totalement contraires. Ainsi à la trésorerie de Tourcoing, la responsable

n'avait toujours pas eu communication des plans des futurs locaux situés dans le même bâtiment... C'est grâce à l'intervention des représentants des personnels que la chef de service aura communication des plans !

Si la DRFIP affiche que 94 % des agents ont obtenu satisfaction au mouvement de mutation, force est de constater que pour les agents, il s'agit d'une mutation forcée. Lors des visites de site, les agents ont expliqué qu'ils n'avaient d'autre choix que de suivre leur mission au risque de se retrouver encore plus éloignés de leur domicile avec un réel impact sur leur vie familiale.

Enfin, Solidaires Finances dénonce fermement la présentation d'un dossier en CTL qui ne correspond en rien à la réalité du terrain, ni à l'organisation qui semble se mettre en place. Il devient, dans ces conditions, difficile d'appréhender les conditions de vie au travail des agents lorsque les projets ne cessent de changer. La consultation du CTL devient de facto caduque.

Il est particulièrement mal venu pour la DRFIP d'affirmer que le droit d'alerte ne décrit pas précisément le danger grave et imminent.

Il est maintenant clairement établi que le droit d'alerte est justifié tant sur la forme que sur le fond et ne fait que décrire une situation insupportable pour les agents.

Concernant le Brexit,

"Nous sommes prêts", a déclaré le secrétaire d'État chargé des Affaires Européennes, Clément Beaune, à l'issue d'une visite du terminal des trains à grande vitesse transmanche Eurostar, gare du Nord à Paris. Si le discours n'a pas changé, les doutes et les craintes sont elles aussi toujours les mêmes. Ainsi les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les problématiques évoquées dans ce comité il y a un an sont les mêmes aujourd'hui: conditions d'arrivée sur site des agents et hébergement.

Les organisations syndicales ont pourtant fait des propositions à plusieurs reprises sur la transformation d'appartements en chambres, notamment à Boulogne.

Solidaires Finances demande à l'administration des douanes, des garanties et une visibilité sur l'avenir des missions et de ses agents.